Document généré le 12 oct. 2024 05:37

Ethnologies

La « détatarisation » de la Crimée
Entretien avec Grégory Dufaud

Volume 39, numéro 1, 2017

Géopolitique, conflits et patrimoine
Geopolitics, conflicts and heritage

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1051057ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1051057ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)
1708-0401 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

(2017). La « détatarisation » de la Crimée : entretien avec Grégory Dufaud. *Ethnologies*, *39*(1), 167–174. https://doi.org/10.7202/1051057ar

Résumé de l'article

Cet entretien évoque la politique de « détatarisation » mise en oeuvre en Crimée au lendemain de la déportation des Tatars de Crimée au printemps 1944, alors que l'Union soviétique mène une lutte sans merci contre les armées d'Hitler. La détatarisation vise à effacer les traces les plus manifestes de l'ancienne présence des Tatars, jusqu'alors considérés comme la population indigène, et à transformer la péninsule en terre russe, poursuivant d'une certaine manière la politique lancée par Catherine II à la fin du XVIIIe siècle. La détatarisation soulève le problème du « patrimoine » à divers titres, qu'il s'agisse du patrimoine culturel comme du patrimoine mobilier et immobilier.

Tous droits réservés © Ethnologies, Université Laval, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La « détatarisation » de la Crimée

Entretien avec Grégory Dufaud
Sciences Po Lyon

Aurélie Brayet *– Monsieur Dufaud, vous êtes Maître de Conférences à l'Institut d'Études politiques de Lyon (associé au Cermes3), et spécialiste de l'Union soviétique. Votre regard sur le patrimoine et les conflits qu'il engendre est éclairant pour comprendre l'importance du fait patrimonial dans les choix politiques, notamment à l'Est de l'Europe. Vous évoquez le cas particulier des Tatares. Pouvez-vous nous en dire plus ?*

Je ne suis pas plus spécialiste de la guerre que du patrimoine, dont je vais pourtant essayer de parler par le biais d'une acception large et de ce que j'ai appelé la « détatarisation » de la Crimée. De quoi s'agit-il ? La « détatarisation » est une dimension du processus de répression qui frappe les Tatars à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En mai 1944, plus de 180 000 Tatars sont raflés et exilés en Asie centrale par 67 convois ferroviaires. Cette rafle s'inscrit dans une opération plus vaste qui touche aussi les Caucasiens, au motif qu'ils ont trahi leur patrie. Raflés entre le 18 et le 20 mai 1944, les Tatars sont astreints au régime des colonies spéciales jusqu'en 1956, lorsqu'un décret annule la restriction de droits liée au statut de « colons spéciaux ».

Pendant longtemps, seul l'aspect humain et social des déportations nationales a intéressé les historiens de l'Union soviétique. Dans ma thèse, depuis publiée, j'ai repris l'analyse en l'élargissant au territoire et aux symboles culturels et en montrant qu'on ne pouvait se limiter à un seul aspect dans la mesure où la répression des hommes s'était accompagnée de mesures pour modifier l'espace public et organiser le transfert des biens.

AB *– Vous parlez de « détatarisation », pouvez-vous expliquer ce terme ?*

Le terme « détatarisation », que j'ai forgé, est basé sur le néologisme « tatarisation » qui, lui, était utilisé dans l'entre-deux-guerres. La « tatarisation » renvoie aux mesures de promotion des Tatars au sein de

la République autonome de Crimée. Pour comprendre ce qui est en jeu ici, il me faut revenir à une évidence : l'Union soviétique est un État multinational. Sauf qu'au moment de leur prise de pouvoir en octobre 1917, les bolcheviks n'ont pas de politique cohérente des nationalités. Pendant la guerre civile, ils font alors usage des répressions à l'endroit des minorités. Mais c'est un échec qui les amène à formuler un programme cohérent de politique nationale. L'historiographie a longtemps affirmé que les bolcheviks sont des briseurs de nations et que leur politique vise à diviser pour mieux régner. L'historiographie récente a montré qu'il n'en est rien et que, au contraire, les bolcheviks soutiennent les nationalités. Le contenu de la politique nationale est posé en 1923 par le biais de deux résolutions. Le gouvernement s'engage alors à soutenir les territoires nationaux, promouvoir élites et langues nationales, et encourager les cultures nationales.

Le vocable de « détatarisation » veut rendre compte des transformations qui affectent la Crimée à partir de 1944. Ce que l'on voit, c'est que si la rafle vise à « nettoyer » le territoire de tout un groupe social, les mesures concernant ce territoire et son espace public revêtent un caractère plus ambigu : il s'agit moins de faire tomber les Tatars dans le trou noir de l'histoire que de leur attribuer une place mineure. Il n'en reste pas moins que, en exil, les Tatars ne peuvent exprimer leur culture et opposer un contre-récit historique. Aussi, quand, à la suite des mesures de 1956, des concessions culturelles sont accordées en Asie centrale, des activistes s'en saisissent pour faire sortir la culture tatare de la sphère domestique où elle était confinée depuis 1944. Au fond, ce dont je parlerai, c'est d'un processus de russification du patrimoine matériel et immatériel des Tatars de Crimée.

AB – *Il y a donc un fort impact des questions identitaires et culturelles sur les choix politiques et les définitions territoriales. Le patrimoine apparaît comme un catalyseur d'identité et donc de conflictualités. L'exemple de la Crimée que vous développez est vraiment une excellente illustration de ce phénomène.*

Comme je l'ai dit, les déportations des Caucasiens et des Criméens surviennent à la fin de la guerre. Elles sont rapidement suivies de recompositions territoriales et administratives. Ainsi, le 30 juin 1945, la République autonome de Crimée est dégradée au rang de région autonome. La suppression des Républiques de Tchétchénie-Ingouchie et de Crimée est entérinée le 25 juin 1946 par le Soviet suprême de la RSFSR.

En Crimée même, les toponymes des agglomérations, rivières et montagnes, d'origine tatare, mais aussi grecque et allemande, doivent être changés. La liste en est précisée par plusieurs décrets, toujours du Soviet

suprême de la RSFSR. Ainsi, en décembre 1944, un premier décret concerne les circonscriptions administratives et les chefs-lieux ; en juillet 1945 un deuxième décret a trait, lui, aux soviets ruraux et aux villages. Au total, près de 1500 toponymes sont russisés dans la deuxième moitié des années 1940. Pour prendre deux exemples, le village d'Itchki devient Sovietskii et le village de Biouk-Onlar devient, lui, Oktiabrskoe.

Depuis la conquête russe de la presqu'île à la fin du XVIIIe siècle, c'est la troisième fois qu'un tel changement toponymique survient et, à chaque fois, il se traduit par un renouvellement du corpus de cartes et de plans. Il y a là une manière de s'emparer du territoire, marquer son emprise et fonder une nouvelle représentation de la péninsule.

Ce dessein s'accompagne de la récupération des édifices religieux tatars tels que mosquées ou madrasas ; des cimetières sont détruits, de même que des fontaines. Mais il ne faut pas forcément imaginer une violence aveugle à l'endroit du patrimoine matériel tatar, car il ne s'agit pas d'éradiquer totalement la présence des Tatars : il doit surtout s'agir d'en retirer les traces les plus manifestes. Ce qui veut dire que le joyau de l'architecture tatare n'est absolument pas touché. Ce joyau est le palais des khans de Bakhtchisaraï qui comporte une fontaine à laquelle le célèbre poète russe Alexandre Pouchkine a consacré un long poème à la couleur byronienne. Pendant l'entre-deux-guerres, ce palais a en partie été restauré. Il faisait alors l'objet d'excursions pour ceux qui avaient la chance de bénéficier de vacances dans la péninsule.

Si, pendant l'entre-deux-guerres, le palais devait attester du caractère indigène des Tatars, ce n'était plus le cas à la suite de la déportation.

AB *– Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment vivent ces identités ? Quelles historicités sont mises en avant ?*

La Crimée est désormais présentée comme une « terre russe ». L'histoire est alors utilisée pour légitimer *a posteriori* les manipulations toponymiques et matérielles. La révision historiographique est conduite à partir de 1948 par l'historien P.N. Nadinski qui affirme que « les Scythes de la Tauride, ancienne population aborigène de Crimée, n'étaient pas seulement les prédécesseurs historiques des Slaves orientaux en Crimée, mais faisaient partie de leurs ancêtres ». Il en découle que « seul le peuple russe se trouve être le maître véritable et que seul l'État russe a des droits incontestables sur la Crimée. Tous les nouveaux visiteurs étrangers sont venus en Crimée en tant que conquérants, pour envahir la terre d'autrui ».

Pour Nadinski, la période dite de « l'hostilité tataro-turque » est le moment le plus noir de l'histoire péninsulaire. Or la littérature historique d'avant-guerre, trop complaisante, assure Nadinski, l'a peinte sous un jour favorable comparée au siècle d'or russe. Le rôle des Tatars a également été exagéré dans le développement culturel et économique de la Crimée. Enfin, « la trahison et la félonie des Tatars criméens durant les années de révolution et de guerre civile ont été passées sous silence ou justifiées par diverses causes objectives ». Pour toutes ces raisons, Nadinski exige un renouvellement des perspectives de travail de ses collègues.

La réécriture du passé criméen procède d'un double déplacement de la focale d'analyse : de la périphérie vers le centre et du Moyen-Âge vers l'Antiquité. Elle s'appuie sur la tradition qui remonte au XVIIIe siècle, selon laquelle les Scythes étaient les lointains ascendants des Russes. Ce qui permet aux Russes de revendiquer la possession de la Crimée au détriment des Tatars, rétrogradés du statut d'indigènes à celui d'envahisseurs. La nouvelle vision du passé péninsulaire prend alors la forme d'une monumentale histoire de la Crimée dont la parution s'étend de 1951 à 1967.

L'introduction le précise d'emblée : la Crimée était une terre slave. Le texte insiste sur la position de carrefour de la péninsule, où se sont développés plusieurs pouvoirs. Après l'effondrement de ces puissances, la période médiévale a vu s'affronter plusieurs royaumes ou États. Cette confusion s'est dissipée à l'époque moderne lorsqu'a débuté la lente reconquête de la Crimée par le « peuple russe ». Une telle intrigue trace à rebours un *continuum* faisant de la péninsule un élément inaliénable et naturel de l'Union soviétique. Cette configuration implique une réévaluation radicale du règne tatar et de ce moment-clé qu'avait été la conquête russe. La période tataro-turque est ainsi présentée comme la version locale et prolongée du joug mongol. Mais le texte précise que la Crimée n'a, en réalité, jamais cessé d'être russe, puisqu'y travaillaient des esclaves russes. En ce sens, l'engagement contre le royaume tatar ne signifie pas uniquement une reconquête territoriale, mais aussi la libération de ces populations qui, soulignait le texte, étaient à l'origine des richesses locales. L'affrontement avec les Tatars s'est achevé par l'annexion de la Crimée par la Russie en 1783. Après son rattachement définitif à la Russie, la Crimée a bénéficié de l'engagement de la Russie qui l'a tirée de son « arriération » économique. Toutefois, une telle perspective se heurte à la question de l'émigration tatare qui signale des formes d'oppression. Pour la contourner, toute l'habileté consiste à minorer l'ampleur de l'exode puis à certifier la condition privilégiée des Tatars criméens vis-à-vis des allogènes d'autres

régions de l'empire.

À ce point de l'histoire, les Tatars disparaissent presque complètement pour ne plus réapparaître que de façon épisodique. Leur quasi-disparition de l'histoire la plus récente permet de ramener l'étude de l'entre-deux-guerres à un exposé sur les réussites du socialisme, à travers une présentation fort conventionnelle.

AB – *La « détatarisation » est en quelque sorte une « déshistorisation » ou dépatrimonialisation ? Ou bien une ré-historisation ? Ou une re-patrimonialisation, si l'on ose dire ?*

On l'a compris, l'histoire légitime les manipulations toponymiques et matérielles. Mais elle justifie aussi la politique de colonisation slave, destinée à pallier le déficit de main-d'œuvre créé par la déportation des Tatars. En Crimée, dans le but de repeupler les districts exsangues, est commandé en août 1944 le transfert depuis la RSFSR et l'Ukraine de « kolkhoziens consciencieux et volontaires ». 51 000 personnes doivent y exploiter terres, jardins et vignobles tenus en « jouissance perpétuelle ». Leur installation est prévue dans les maisons des populations qui ont été déportées, maisons laissées vides depuis le début de l'été. Le transfert de population s'accompagne donc d'une redistribution du patrimoine immobilier et mobilier au profit des colons slaves, ce qui n'ira pas sans susciter quelques conflits. Les premiers colons slaves arrivent à l'automne, accueillis dans les 190 kolkhozes nouvellement fondés. En 1944 et 1945, ce sont 17 040 familles qui immigrent dans la péninsule. 6055 foyers y parviennent encore les cinq années suivantes. Mais après avoir connu une certaine ampleur au cours des deux premières années, le phénomène migratoire se tasse, à quoi s'ajoute le départ des déçus.

Au tournant des années 1950, la recolonisation de la Crimée s'avère être un demi-échec. Toutefois, symboliquement, elle est devenue une région russe. Staline parachève ainsi le processus initié par Catherine II juste après la conquête de la péninsule, consistant à marginaliser les Tatars sur leur propre terre. Afin d'éviter l'intrusion d'éléments indésirables, un strict régime de passeport est aménagé. Sa mise en place intervient dans un contexte de forts transferts de populations, de reprise en main du pays et de soviétisation des États baltes, qui amène les autorités à étendre le système de régime spécial à davantage de localités, aux nœuds ferroviaires et aux zones frontalières. Cette extension se traduit par une prolifération d'espaces à statut différencié, contribuant au fractionnement du territoire soviétique. Dans la péninsule, la « passeportisation » n'a pas pour seule

fonction d'empêcher le retour des déportés. Dans cette région un temps occupée, au contact de la Turquie, elle doit aussi servir à déceler tout ancien sympathisant ou collaborateur des nazis, ainsi que toute personne qui serait illégalement parvenue à s'infiltrer dans la presqu'île.

AB – *Comment se cultive le patrimoine chez les déportés ou les déplacés ? Ont-ils la possibilité d'exprimer leur culture ?*

En Asie centrale, des villages entiers sont établis dans une même zone de peuplement. Dans ces circonstances, le foyer est une formation sociale de reproduction non seulement biologique, mais aussi mémorielle de la communauté. Pour les déportés, la parenté élève un rempart contre la russification dont l'école est l'un des principaux instruments. Car les élèves étudient en russe, avec des leçons d'ouzbek ou d'allemand, mais l'enseignement peut aussi être intégralement dispensé dans l'idiome de la république. Dans tous les cas, aucun établissement ne prodigue de cours de langue ni de rudiment d'histoire tatare. Le risque dénoncé par les exilés est la disparition totale de leur culture à long terme. Or, ce que tait cette dénonciation, c'est que l'instruction en russe ou dans une langue républicaine est susceptible d'offrir un débouché vers les institutions supérieures, autorisant à moyen terme un accès à des fonctions reconnues et une meilleure intégration dans la société. Il demeure qu'obtenir sa part de bien commun ne peut plus se faire au nom de l'appartenance à sa communauté, comme jadis en Crimée.

Cette politique de russification marque le pas avec l'ordonnance du Parti ouzbek du 5 septembre 1956 « sur le développement de la culture nationale des Tatars de Crimée et l'amélioration du travail politique de masse ». Ce n'était pas la première fois que des concessions culturelles étaient accordées aux déplacés par les républiques centrasiatiques qui entendaient ainsi calmer le mécontentement et stopper les départs non autorisés toujours plus nombreux. Mais cette mesure est différente des précédentes en ce qu'il s'agit véritablement de garantir l'expression de la culture tatare. L'ordonnance crée une section tatare au sein de l'Union des écrivains et un ensemble musical et dramatique tatar sous la tutelle de la société philharmonique. Une émission de radio diffuse, une fois par semaine, de la musique et des chansons tatares. La publication d'un bihebdomadaire, *Lenin Baïragy* [*La Bannière de Lénine*], est également prévue, avec un tirage de 10 000 exemplaires.

Après avoir été bousculée, la langue jouit donc d'une reconnaissance nouvelle dans la mesure où le pouvoir cherche à se concilier les ex-colons.

Elle est en effet considérée comme un moyen d'enraciner sur place les populations, en leur permettant de s'épanouir culturellement grâce à l'expression limitée, dans l'espace public, de leur idiome. L'idiome est confondu avec la culture nationale, qui s'exprime à travers un folklore (théâtre, chant, danse, etc.) précisant les représentations du groupe et lui octroyant une visibilité. Sur le long terme, la folklorisation des cultures nationales apparaît ainsi comme le trait probablement le plus caractéristique de la politique des nationalités : depuis les années 1920, elle permet aux individus de s'identifier à l'une des nations soviétiques dont les singularités ont été de plus en plus nettement stylisées et différenciées, en relation avec l'émergence d'un discours autochtoniste.

Pour les Tatars, privés depuis douze ans d'institutions propres, les concessions sont perçues comme une formidable opportunité qui suscite l'enthousiasme d'une petite poignée d'activistes appartenant à la même génération. Ces individus constituent une constellation, pas vraiment organisée, où un rôle important revient à l'ancienne élite culturelle de la république de Crimée. Dès avant les épreuves de la déportation et des colonies spéciales, ces individus étaient à la fois unis par des liens personnels et professionnels ainsi que par l'expérience du socialisme national dont ils avaient profité par le biais de promotions sociales et symboliques. Au milieu des années 1950, à l'heure d'un retour à une forme de normalité, ils s'attachent à la valorisation d'un héritage culturel pour lequel ils avaient jadis œuvré et dont ils étaient parvenus à faire admettre l'expression par les autorités centrasiatiques : sont créées des troupes de théâtres et de danse, des personnes se mobilisent pour organiser des cours de tatar dans les écoles, des musicologues collectent chansons et musiques traditionnelles.

Ces défenseurs du patrimoine culturel en deviennent alors les diffuseurs au sein d'une minorité tatare ayant accédé à une plus grande visibilité sociale. Or leur travail de représentation construit un univers qui en appelle aux références de chacun et souligne le lien historique unissant les exilés à la Crimée, ce qui peut, à terme, aller à l'encontre de l'intention du pouvoir d'enraciner les Tatars péninsulaires en Ouzbékistan.

AB – *À travers votre analyse, on se rend compte à quel point le patrimoine peut être manipulé, utilisé pour construire et déconstruire des identités.*

En effet. Et ne serait pas le seul exemple !

Les déportations nationales staliniennes posent la question du patrimoine à divers titres. Ce qui est apparu de manière évidente est l'importance du patrimoine culturel, qu'il soit matériel ou immatériel :

la répression des hommes s'accompagne de la répression de leur culture. Mais il ne faudrait pas oublier tout ce qui relève du patrimoine immobilier, puisque l'entreprise de colonisation s'accompagne d'un transfert des biens des Tatars aux Russes qui viennent s'installer en Crimée après leur rafle. Le patrimoine atteste du nouveau régime de « vérité » que les autorités cherchent à imposer.